



L'Europe doit être une Europe sociale ou elle n'aura pas de raison d'être

Résolution de l'UETDC pour le congrès du PPE du 30/31 mars 2006 à Rome

Le processus d'unification européenne suscite aujourd'hui plus d'inquiétudes que d'espoirs chez beaucoup, avant tout eu égard à l'„Europe sociale“, qui est trop peu marquée. L'orientation unilatérale vers la „libéralisation“ et la „concurrence“ à l'échelle européenne font craindre à beaucoup de gens que, dans ce projet, il s'agisse moins de sauvegarder la paix que d'obtenir un profit. Les chances que la cohabitation pacifique offre à tant de peuples et de cultures différents recèlent trop souvent une manière de penser purement économique.

Les continuelles revendications de réduction des coûts pour les entreprises, qui en se répétant n'en sont pas plus justes, causent une préoccupation particulière. Les gens se sentent abandonnés quant à la protection contre la maladie et la vieillesse. L'Europe est identifiée avec toutes les répercussions négatives de la „mondialisation“.

En se référant spécialement aux systèmes de sécurité sociale, il y a lieu de se demander du point de vue des personnes concernées: le niveau des retraites est-il vraiment assez élevé? Le système de santé et de soins médicaux est-t-il de la qualité qu'une puissante économie devrait se permettre et dont les personnes concernées ont besoin? Même avec les augmentations de dépenses attendues, les économies en expansion nous fourniront une profusion de richesse privée et sociale. Nous sommes devenus une société d'abondance et nous pouvons continuer à grandir en tant que société riche pouvant aussi garantir un Etat-providence suffisant.

Même s'il est envisagé de limiter le premier pilier de la Sécurité sociale (financé avec les cotisations) à une assistance de base, le PPE plaide en faveur de ce que celle-ci soit conçue de sorte qu'elle permette la mesure de protection sociale nécessaire à une vie digne.

Lors des discussions sur la ventilation des coûts, autant les systèmes publics que les systèmes privés doivent être mesurés, sans œillères idéologiques, d'après les mêmes critères, à savoir, le contrôle des coûts et la promotion de l'emploi.

- 2 -

Mais en même temps, le panorama ne peut pas être restreint à la charge financière des entreprises et ce sont plutôt les charges des citoyennes et des citoyens qui doivent être prises en considération. Un simple transfert des coûts d'un niveau à l'autre n'améliorera pas encore substantiellement le système.

Le PPE s'efforce de trouver la mesure raisonnable, également économique, entre sécurité sociale financée à l'échelle publique et sécurité sociale financée à l'échelle privée.

Convertir en politique pratique les aspects positifs du processus d'unification européenne, en particulier du Modèle social européen, pourrait bien convaincre les "eurosceptiques" d'aujourd'hui de l'Idée européenne. Ainsi la Protection sociale européenne va de la même façon de pair avec l'engagement visant l'Intégration européenne.